

## Agriculture | Etats Généraux de l'Alimentation : Luc Servant veut y croire



**A l'occasion des Etats Généraux de l'alimentation, Aqui ! a demandé à Luc Servant, président de la Chambre d'Agriculture de Charente-Maritime ce qu'il en pensait et ce qu'il en attendait. N'ayant pas pu participer au lancement de ces Etats Généraux, il n'en espère pas moins des avancées concrètes pour les secteurs agricoles et agroalimentaire. Il compte lui-même s'investir dans plusieurs des 14 ateliers qui se tiendront de fin août à novembre inclus.**

« Avec les acteurs de la Chambre d'Agriculture, nous sommes prêts à y aller et à mettre en œuvre toutes les solutions qui pourront être trouvées. L'agriculture se retrouve aujourd'hui face à plusieurs grands défis. La première est de répondre à l'exigence de qualité et de traçabilité de plus en plus forte des consommateurs, il nous faut donc relocaliser les productions, raccourcir les circuits, développer les filières qui peuvent créer du lien avec le public et communiquer davantage sur nos savoir-faire. Le deuxième est économique : il faut redonner aux agriculteurs le pouvoir de négocier leur prix et valoriser la qualité, un mode de production spécifique ou une origine certifiée pour qu'ils puissent mettre en avant la valeur ajoutée. Le troisième défi est lié à la nécessité de s'adapter aux évolutions de la planète et de changer notre utilisation des énergies fossiles et des produits phytosanitaires. »

Luc Servant espère que des solutions concrètes émergeront de ces Etats Généraux : « Il faut trouver des solutions pour aider à faire évoluer l'agriculture et des moyens pour les mettre en pratique ». Lui pense qu'il faut « miser sur l'innovation » et pour cela s'appuyer aussi bien sur « les travaux de recherches de l'INRAP que sur des exemples de réussites individuelles et voir si elles peuvent s'appliquer ailleurs. Il ne faut pas se leurrer : le modèle unique pour tous a fait son temps. L'agriculture de demain sera multiple. On peut trouver des modèles régionaux qui marcheront sur un territoire et pas sur d'autres, il faut accepter et développer les spécificités de chacun au niveau local ».

